

En 1927, année où nous l'avons parcourue, des quartiers entiers de Drama ou de Serrès croulaient encore, portant les traces des incendies : on devait niveler les décombres avant de rebâtir. 680 maisons de Cavalla avaient été brûlées. Les campagnes en 1920 étaient vides de moissons, du bétail : plantations de tabac détruites, cheptel enlevé par les Bulgares en retraite. Il fallut abriter les réfugiés dans les églises, les mosquées, les dépôts des gares, créer des stations de désinfection pour éviter les ravages menaçants du typhus.

Le ministère de l'Assistance publique de Grèce (transformé en 1921 en ministère de l'Hygiène) s'attela à la première besogne, dépensa 4 millions de drachmes en distribution de secours d'urgence, vivres, vêtements, chaussures : pas moins d'un million de pièces d'habillement, de 150 000 paires de chaussures furent distribués de juin 1919 à juillet 1921. Il installa des fourneaux économiques, versa des allocations en argent (30 lepta par jour pour une personne, 55 pour deux, 80 pour trois, plus 20 lepta par enfant) La dépense fut, pour 1919, de 14 millions de drachmes (dont près de 2 millions pour la Macédoine, 1 630 000 dans la seule ville de Salonique), de 13 millions en 1920 (dont près de 6 millions en Macédoine, 5 570 000 à Salonique). Remarquons qu'il ne s'agit là que des réfugiés urbains. Les prêtres reçurent (à Salonique) un secours spécial de 50 drachmes par mois. Pour les malades, on réquisitionna l'hôpital Théogénion, qui appartenait à la communauté israélite de Salonique : y entrèrent en trois ans pas moins de 13 000 réfugiés ; il en mourut 923, le plus grand nombre de tuberculose (358). Les enfants des réfugiés furent admis gratuitement dans les écoles de l'État. Pour les orphelins, particulièrement nombreux, furent créées des pensions spéciales : l'orphelinat de Drama en recueillit 204, celui de Cavalla 70, celui de Pravi 78, ceux de Serrès 306, celui de Sidirocastron 112, sans compter les œuvres privées. Aux organismes d'État s'ajoutèrent en effet des entreprises particulières, comme l'« Œuvre patriotique d'assistance », alimentée par la charité, fondatrice de crèches, asiles, hôpitaux d'enfants, bureaux de placement, etc..

L'ASSAINISSEMENT FRANÇAIS DE LA MACÉDOINE GRECQUE. — Cette œuvre d'assistance était fatalement fragmentaire. Il ne fallait pas songer à établir définitivement les réfugiés sans s'attaquer au grand problème macédonien, celui du paludisme. Le service médical de l'armée française d'Orient avait au reste donné l'exemple : en 1916, 60 000 hommes, la moitié de l'effectif, avaient été impaludés, 20 000 malades avaient dû être rapatriés.

Après une enquête faite par le docteur Edmond Sergent, sous les auspices de l'Institut Pasteur, avait été organisée au début de 1917 une *Mission antipaludique de l'Armée d'Orient*, qui entreprit une lutte aussi systématique que le rendaient possibles les opérations militaires : des cartes d'indices endémiques furent établies (v. fig. 24) et la Macédoine occupée fut divisée en vingt secteurs ; à la tête de chacun d'eux se trouvait un médecin militaire spécialisé. De front furent menées les différentes tâches :

1° *La lutte antilarvaire*, qui employa, selon les besoins ou l'urgence, diverses méthodes : assèchement des mares, par comblement ou déversement (en utilisant des failles naturelles ou des puits artificiels) ; régularisation des cours d'eau, par faucardement des bords et du fond, ou par réfection des berges et du lit ; dérivation des ruisseaux et rivières, momentanée par l'alternance (pour les petits